

AUXONNE

Le personnel d'un foyer revendique une revalorisation des salaires

Ils travaillent au foyer de vie et de progrès Odette-Versey d'Auxonne, et se disent « épuisés », réclamant une hausse des salaires pour les salariés du médico-social dont ils font partie, tous métiers confondus. Durant une heure, ils ont débrayé aux côtés de la directrice de ce centre.

Ils ont installé leur piquet de grève à quelques mètres de l'entrée du foyer associatif de vie et de progrès Odette-Versey (Adapei21), dans lequel ils œuvrent au quotidien.

À Auxonne, ce mardi 8 février, une soixantaine de salariés du médico-social a exprimé sa colère durant une heure, à l'appel du syndicat Force ouvrière (FO) interne. Ils se disent « épuisés après deux ans de travail en pleine pandémie, dans des conditions de travail qui se sont dégradées ».

Dévalorisés

Considérant qu'ils ont été « les oubliés », du Ségur de la Santé (qui prévoit une augmentation pour les personnels de santé) ils ont réclamé une revalorisation de leurs métiers et des rémunérations.

« Nous nous occupons de personnes handicapées physiques, mentales (défi-



Le groupe a manifesté durant une heure devant le foyer de vie et de progrès Odette-Versey d'Auxonne. Photo LBP/E. B.

cients intellectuels ou malades mentaux handicapés), c'est pour cela que nous avons fait ce choix de ne faire qu'une grève d'une heure », explique Marie Ange monitrice d'ateliers au foyer. « Notre engagement et nos compétences ne sont pas reconnus à leur juste valeur », enchaîne Émilie, aide médico-psychologique qui compte de nombreuses années de métier.

Quinze démissions dernièrement

À leurs côtés, la directrice de ce foyer Véronique Lambert réagit : « Nous soignons au total 57 personnes et dernièrement nous avons eu quinze démissions sur 62 postes qui n'ont pas été inclus dans le dispositif du Ségur, alors que l'on nous a classés en tant que soignants lors de la campagne de vaccina-

tion Covid-19 : éducateurs spécialisés, surveillants, agents techniques, cadres administratifs... Ces professionnels partent vers d'autres emplois, mieux rémunérés. Je travaille au foyer depuis sa création, j'ai vu les choses évoluer, mais pas les salaires ».

La dernière grève des personnels du foyer remontait à mars 2019. Elle pourrait être reconduite dans les semaines à venir.

« Depuis le début de l'année, on voit se multiplier de petits mouvements de grève très ponctuels tels que celui-ci, notamment dans le secteur du médico-social », analyse Franck Laureau, secrétaire général de FO Côte-d'Or, venu en soutien.

Très courts, mais de plus en plus fréquents : « C'est une nouvelle façon de faire grève ».

Emmanuelle BAILLS

LONGECOURT-EN-PLAINE

Le maire Éric de Lamarlière a annoncé vouloir démissionner

Lundi soir, le conseil municipal de Longecourt-en-Plaine a débuté par une annonce un peu particulière de la part du maire Éric de Lamarlière. Ce dernier a en effet indiqué qu'il avait envoyé sa lettre de démission à la préfecture.

Surprise... ou pas. Le conseil municipal de Longecourt-en-Plaine, réuni lundi soir, a connu un événement particulier. Le maire, élu en mai 2020 après avoir occupé les fonctions d'adjoint et de conseiller municipal de la commune, a annoncé qu'il souhaitait démissionner de ses fonctions. Il a par la suite présidé la réunion du conseil municipal et expédié les affaires courantes de la commune.

Son premier adjoint assurerait l'intérim si la démission est validée par le préfet

Contacté ce mardi, le maire a confirmé. « C'est la préfecture qui décidera maintenant de ce qu'il va se passer. Il faut d'abord que le préfet accepte ».

Concernant les raisons de sa démission, il ne souhaite pas trop s'exprimer. « C'est simplement que j'ai été mis en minorité ces dernières semaines, lâche-t-il. Il y a eu des différends avec mes adjoints, mais je n'ai pas envie d'en dire plus. » D'après nos informations, il devrait tout de même rester conseiller municipal.

Désormais, si la préfecture accepte sa démission, c'est son premier adjoint, Paul Murano, qui assurera



Éric de Lamarlière, maire de Longecourt-en-Plaine, a annoncé avoir envoyé sa lettre de démission à la préfecture.

Photo archives LBP/Catherine BONNET

“ J'ai été mis en minorité ces dernières semaines. ”

Éric de Lamarlière

l'intérim avant qu'un nouveau maire soit désigné par les membres du conseil municipal. Déjà vice-président du Smictom (Syndicat mixte intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères) de la Plaine dijonnaise, Paul Murano, contacté également, « n'exclut pas » de postuler à la fonction de maire.

Grégory VALLOIRE